[Caroline Bégué](#)

DEMAIN LE LIBERALISME.

Henri LEPAGE

Demain le libéralisme est l'approfondissement de *Demain le capitalisme*, traité qui énonçait les bases du concept de Nouvelle économie.

Celle-ci, adoptant un "individualisme méthodologique" propre à la théorie néoclassique repose également sur trois points fondamentaux : la concurrence, le marché politique et Hayek.

I/ La nouvelle économie : le retour à l'économie politique.

La nouveauté qui caractérise cette évolution de la théorie néoclassique apparaît dans l'utilisation de nouveaux facteurs tels que la rareté du temps ou l'intégration de concepts comme les coûts de transaction.

D'origine anglo-saxonne, l'apparition dans les années soixante-dix d'un courant universitaire français opposé à l'orthodoxie marxienne" met en avant l'idée d'une nouvelle économie qui prétend au dépassement de la forme néoclassique traditionnelle. En effet, dorénavant, l'économie "généralisée" peut permettre d'expliquer toutes sortes de relations sociales en leur adaptant les principes d'*Homo oeconomicus* et d'économicité (nous vivons dans un monde où tout est, par définition rare) : si tout est conséquence d'un choix et que rien n'est gratuit, alors toutes les actions sont appréciables selon leur coût d'opportunité (par exemple, l'arbitrage loisir/travail).

Une telle application de la théorie économique génère une reformulation de la politique : la politico-économique. Traité auparavant comme un principe exogène à l'économie doté des dons d'ubiquité et d'infaillibilité, l'Etat, avec les théories du Public Choice est intégré à la réflexion individualiste de l'économie à travers l'étude de la dynamique des organisations collectives.

Partant du constat de l'échec de l'économie politique keynésienne à long terme (du fait de son action déstabilisatrice), James Buchanan et Richard Wagner rappellent que les

organes décisionnaires de l'Etat sont constitués d'hommes, politiciens de surcroît, et donc prioritairement préoccupés par leur carrière (pas nécessairement fonction de leurs résultats) ; or des interventions conjoncturelles à des fins électorales, de par leur caractère inflationniste, coûteux et méfiant vis-à-vis de la capacité du marché à s'auto-réguler s'avèrent irrémédiablement néfastes.

II Pourquoi Keynes ne marche plus : la nouvelle approche "libérale" de la politique économique.

Si depuis les années soixante-dix les politiques économiques sont de plus en plus inefficaces, c'est que le cadre théorique qui servait auparavant de référence à la "révolution keynésienne" est aujourd'hui, différent.

Pour expliquer ce fait, l'école de Chicago a réalisé des études de comportements micro-économiques tournant autour de deux thèmes : la prise en compte des phénomènes d'anticipations et d'apprentissage ainsi que l'incidence des prélèvements obligatoires sur les comportements d'offre.

Les anticipations rationnelles résultent d'une accumulation d'expérience suffisante pour limiter l'efficacité des interventions de l'Etat. Né en 1961 sous la plume de John Muth, ce concept fait précéder l'action d'un agent par une "préaction" des autres agents moteurs qui peut invalider une intervention étatique... Ceci serait rendu possible par un phénomène d'apprentissage qui découlerait de l'expérience des agents.

Ce concept constitue une justification de l'idée d'une inutilité des interventions conjoncturelles : ces dernières constituent un élément d'incertitude et de coût d'information dans les prévisions à long terme des entrepreneurs. Selon l'expression de Georges Lucas : "Le fine tuning dont on a rêvé dans les années soixante est inopérant parce qu'il néglige les anticipations du public".

Pourtant, l'école dite des "anticipations rationnelles" refuse d'abandonner l'idée d'une régulation étatique de l'économie : celle-ci doit simplement s'avérer stable et continue. Ainsi, les "nouveaux économistes" prônent l'établissement d'un cadre institutionnel qui stabiliserait sur de longues périodes le niveau des dépenses et des prélèvements, l'instauration d'un plafond à la progression des dépenses budgétaires...

Par ailleurs, la refonte du système fiscal qui reposerait sur les thèses de Laffer et Feldstein (réduction des impôts...) permettrait même de rendre plus efficace le multiplicateur budgétaire.

III Les rouages de la socialisation : marché politique et groupes de pression.

Jean-Jacques Rosa explique que "le marché n'est pas autre chose que le lieu où s'échangent des votes contre des promesses d'intervention publiques".

De fait, l'analogie entre marché et politique, peut identifier les politiciens à l'offre et les électeurs, à la demande.

De même qu'une entreprise, l'Etat est une organisation humaine gérée par des individus sensibles à leurs propres intérêts personnels (réussite matérielle, professionnelle...), aussi, par opposition à la théorie traditionnelle qui part du postulat selon lequel tout agent est guidé par le seul objectif de maximisation de son profit, la "nouvelle économie" prend également en compte le fait que tous les agents habilités à décider quelque chose soient tentés par l'amélioration de ces intérêts personnels (pouvoir, prestige, standing social, avantages financiers, etc.).

A l'opposé, l'électeur, constitutif de la "demande politique" semble en droit de percevoir une compensation de son vote qui peut se traduire par une mesure politique à visée exclusive (par exemple, des tarifs douaniers qui favoriseraient une certaine catégorie d'électeurs et en puniraient d'autres...). L'arbitrage de l'homme politique apparaîtra alors comme celui de l'autosatisfaction et ses chances de réélection, nommé le "product-mix".

Cette analyse permet en partie d'expliquer le fait que "l'Etat croît trop" : En effet, des études montrent que les activités à impact redistributif (par opposition aux produits publics qui correspondent aux fonctions minimales de l'Etat) sont à 90% responsables de la croissance du phénomène étatique dans les années soixante-dix.

Les pratiques des groupes de pression, ainsi que les marchandages électoraux (qui concernent un nombre de bénéficiaires beaucoup moins grand que le nombre de personnes sur lequel retombe la charge de leur financement), celle du "log-rolling" (marchandage parlementaire : j'accepte de voter pour ceci si vous votez pour cela), et celle opérée par les fonctionnaires (qui décident eux-mêmes du montant des dépenses publiques) accentuent d'autant la dérive dépensière et redistributive du système.

IV/ Ne tuons pas la concurrence au nom de la concurrence.

Reposant sur les théories de Friedrich Hayek, la "nouvelle économie" a une vision libérale du marché concurrentiel en insistant sur le fait que certaines pratiques, dénoncées comme anti concurrentielles par les pouvoirs publics, peuvent néanmoins se révéler efficaces pour l'économie.

The Market Concentration Doctrine, nommée par Harold Demsetz indique une relation étroite entre concentration et effets de monopole : la concentration des marchés apparaît, sous l'administration Roosevelt comme incompatible avec le bon fonctionnement d'un système de marché et de concurrence.

Gardiner Means contribue en 1935 à vérifier cette association en révélant l'existence d'une relation entre le degré de flexibilité des prix industriels et le taux de concentration des entreprises.

Enfin, Joe S. Bain montre qu'il existe une corrélation entre le niveau des taux de profit et le degré de concentration des structures industrielles. Finalement, jusque dans les années soixante, la méfiance vis-à-vis des concentrations semblait justifiée.

Pourtant, G. Stigler et J. Kindahl parviennent à remettre en cause les résultats de Means et refusent l'assimilation concentration/monopole. De même, la condamnation de la concentration comme responsable de l'inflation laisse au contraire la place à l'idée que la hausse progressive des coûts de transaction (étiquetage, impression des catalogues...) rend une telle relation impossible pour les entreprises de taille importante.

Enfin, sur la question des profits, Yale Brozen opposera à Bain l'idée que les surprofits enregistrés par des entreprises puissantes auront tendance à se réduire, selon la loi classique de l'égalisation tendancielle des taux de profit et par opposition à la thèse de la concentration croissante (le marketing et la publicité empêcheraient le profit de jouer son rôle de stimulant de la croissance). Selon l'auteur ; "N'en déplaise à Galbraith, l'essor des grandes entreprises contemporaines n'a pas sonné la mort des forces du marché".

V/ Pourquoi le profit ?

Selon la théorie des "droits de propriété" de Ronald Coase, c'est bien l'existence de coûts de transaction qui légitime les institutions en tant que moyens d'atteindre l'optimum économique. Mais le profit qui rémunère le risque encouru par le capitaliste et finance les investissements de demain, conserve un rôle prééminent dans la régulation de l'économie.

Le profit contrôle tout en réduisant les coûts internes de l'entreprise relativement aux travailleurs :

- contrôle (motivation des travailleurs),
- mesure (travail effectivement réalisé par chaque travailleur),
- organisation (utilisation optimale des compétences).

Le profit autorise un contrôle externe sur l'entreprise : à travers la Bourse, le profit joue le rôle d'une signalisation qui oriente les capitaux. L'entrepreneur est ainsi contraint à une allocation optimale des ressources qui garantit l'absence de tout externalité sociale. La Bourse fait ainsi échec au " détournement de profit" en amputant le pouvoir de décision discrétionnaire des managers.

Une entreprise à but non lucratif recherche aussi la maximisation, mais l'efficacité reste nécessairement moindre. L'absence de sanction concurrentielle, via la Bourse,

entraîne un dépérissement du droit au profit, sous la pression des lobbies dépeniers. La séparation propriété/gestion révèle alors la perte d'efficacité qu'aurait su éviter l'entreprise de type entrepreneurial : gaspillages, faible productivité, mauvaise allocation des ressources...

La loi du profit, régulateur et optimisateur, s'applique aussi au marché du travail. Comme ailleurs, les coûts de contrôle doivent être inférieurs aux gains de productivité escomptés du contrôle. Mais, l'entrepreneur va tenir compte des préférences implicites des salariés et se livrer à un véritable marketing social.

VI/ Hayek ou l'éthique libérale de la liberté.

Il n'existe pas de neutralité monétaire pour Hayek : la création monétaire entraîne des distorsions permanentes. Et, si un "argent bon marché" permet une hausse de la rentabilité relative des entreprises donc l'expansion, en revanche, les crises sont imputables à une "dislocation du système-prix".

Hayek considère que "la crise n'est pas un accident mais l'aboutissement d'un processus qui commence au moment même où naissent les racines du boom qui précède".

L'économie de marché décentralisée est moins le fruit de modèles théoriques que la conséquence d'une information imparfaite et coûteuse. Se servant du profit comme moteur de transmission, elle diffuse l'information pour coordonner les projets individuels.

La route de la servitude qui a entraîné la création en 1947 de la "société du Mont Pèlerin" concentre deux idées fondamentales :

- le dépérissement de l'idée de liberté ne pourra être évitée si l'on s'attaque à l'une des institutions fondant la civilisation occidentale puisque la liberté est liée à l'histoire de ces mêmes institutions.
- Toute forme de socialisme réduit les libertés individuelles car l'intervention étatique est nécessairement croissante : créant des distorsions, elle appelle à d'autres interventions correctrices et ainsi de suite.

Hayek propose une vision évolutionniste qui, à travers un individualisme libéral voit dans les institutions, "le produit de l'action des hommes et non de leurs desseins".

De même que la "main invisible" de Smith serait la première pensée modélisée d'un processus d'organisation spontanée.

Conclusion.

Ainsi, selon Henri Lepage, les distorsions inhérentes à l'intervention étatique manifestent plusieurs problèmes :

- la faillite du mode de pensée keynésien :
 - les agents anticipent les politiques macro-économiques,
 - la stabilisation passe par l'intervention continue,
- une vision "trop angélique" de l'Etat : l'Etat n'est pas une entité homogène mais un microcosme qui concentre les affrontements particuliers,
- une vision trop quantitativiste de la science économique : la théorie keynésienne des cycles est rejetée alors que la dislocation de l'équilibre des prix relatifs semble le résultat du monopole d'Etat sur la création monétaire.
- Un manque de réflexion sur le fonctionnement de la démocratie.